

5. Les articles 19, 21 et 22 seront appliqués par le Gouvernement belge dans le contexte des dispositions et des limitations énoncées ou autorisées aux articles 10 et 11 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, par ladite Convention.

6. Le Gouvernement belge déclare qu'il n'estime pas être obligé de légiférer dans le domaine de l'article 20, paragraphe 1, et que l'ensemble de l'article 20 sera appliqué en tenant compte des droits à la liberté de pensée et de religion, d'opinion, de réunion et d'association proclamés par les articles 18, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et réaffirmés aux articles 18, 19, 21 et 22 du présent instrument.

7. Le Gouvernement belge déclare interpréter le paragraphe 2 de l'article 23 en ce sens que le droit de se marier et de fonder une famille à partir de l'âge nubile postule non seulement que la loi nationale fixe l'âge de la nubilité mais qu'elle puisse également réglementer l'exercice de ce droit.

Les déclarations et réserves faites par les autres États liés seront publiées ultérieurement.

MINISTERES DE L'EDUCATION NATIONALE

F. 83 — 1131

29 JUIN 1983. — Loi concernant l'obligation scolaire (1)

Baudouin, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. Le mineur est soumis à l'obligation scolaire pendant une période de douze années commençant avec l'année scolaire qui prend cours dans l'année où il atteint l'âge de six ans et se terminant à la fin de l'année scolaire, dans l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de dix-huit ans.

L'obligation scolaire est à temps plein jusqu'à l'âge de quinze ans et comporte au maximum sept années d'enseignement primaire et au moins les deux premières années de l'enseignement secondaire de plein exercice; en aucun cas l'obligation scolaire à temps plein ne se prolonge au-delà de seize ans.

La période d'obligation scolaire à temps plein est suivie d'une période d'obligation scolaire à temps partiel. Il est satisfait à l'obligation scolaire à temps partiel en poursuivant l'enseignement secondaire de plein exercice ou en suivant un enseignement à horaire réduit ou une formation reconnue comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire.

(1) Session 1982-1983.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — N° 1 : projet de loi. — N° 2 à 11 : amendements. — N° 12 : rapport. — N° 13-14 : amendements.

Annales parlementaires. — Séances des 13 et 16 juin 1982.

Session 1982-1983.

Sénat.

Documents parlementaires. — N° 1 : projet de loi. — N° 2 : rapport. — N° 3 : amendements.

5. De artikelen 19, 21 en 22 zullen door de Belgische Regering worden toegepast in de context van de bepalingen en de beperkingen welke in de artikelen 10 en 11 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950, door gezegd Verdrag worden opgesomd of toegestaan.

6. De Belgische Regering verklaart dat zij niet van mening is wettelijke voorzieningen te moeten treffen in verband met artikel 20, lid 1, en dat gans het artikel 20 zal worden toegepast rekening houdend met de rechten van vrijheid van denken en van godsdienst, van mening, van vergadering en van vereniging die in de artikelen 18, 19 en 20 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens zijn afgekondigd en die in de artikelen 18, 19, 21 en 22 van de onderhavige akte opnieuw worden bevestigd.

7. De Belgische Regering legt lid 2 van artikel 23 in die zin uit, dat het recht om een huwelijk aan te gaan en een gezin te stichten vanaf de huwbare leeftijd, niet alleen impliceert dat de nationale wet de huwbare leeftijd vaststelt maar dat ze eveneens de uitoefening van dit recht kan regelen.

De verklaringen en voorbehouden van de andere gebonden Staten zullen later gepubliceerd worden.

MINISTERIES VAN ONDERWIJS

N. 83 — 1131

29 JUNI 1983. — Wet betreffende de leerplicht (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Voor de minderjarige is er leerplicht gedurende de periode van twaalf jaren die aanvangt met het schooljaar dat begint in het jaar waarin hij de leeftijd van zes jaar bereikt en eindigt op het einde van het schooljaar in het jaar tijdens hetwelk hij achttien jaar wordt.

De leerplicht is voltijds totdat de leeftijd van vijftien jaar is bereikt en omvat ten hoogste zeven jaren lager onderwijs en ten minste de eerste twee leerjaren van het secundair onderwijs met volledig leerplan; in geen geval duurt de voltijdse leerplicht voort na zestien jaar.

De periode van voltijdse leerplicht wordt gevolgd door een periode van deeltijdse leerplicht. Aan de deeltijdse leerplicht wordt voldaan door het voortzetten van het secundair onderwijs met volledig leerplan of door het volgen van onderwijs met beperkt leerplan of van voor de vervulling van de leerplicht erkende vorming.

(1) Zitting 1982-1983.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire-bescheiden. — Nr. 1: ontwerp van wet. — Nrs. 2 tot 11: amendementen. — Nr. 12: verslag. — Nrs. 13-14: amendementen.

Parlementaire Handelingen. — Vergaderingen van 13 en 16 juni 1982.

Zitting 1982-1983.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Nr. 1: ontwerp van wet. — Nr. 2: Verslag. — Nr. 3: amendementen.

Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° enseignement à horaire réduit, l'enseignement qui comprend moins de semaines par an ou de périodes par semaine que le nombre fixé pour l'enseignement à temps plein;

2° formation, tous les types de formation visés à l'article 4 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 2. L'enseignement et la formation dispensés au mineur soumis à l'obligation scolaire doivent contribuer à son éducation ainsi qu'à sa préparation à l'exercice d'une profession.

§ 3. Le mineur qui a terminé avec fruit l'enseignement secondaire de plein exercice n'est plus soumis à l'obligation scolaire.

§ 4. Par dérogation aux dispositions du § 1er, le mineur soumis à l'obligation scolaire peut, après avis du chef d'établissement et du centre psycho-médico-social compétent :

1° fréquenter la première année de l'enseignement primaire dès l'âge de cinq ans;

2° fréquenter l'enseignement maternel au cours de la première année de la scolarité obligatoire auquel cas il est tenu de fréquenter régulièrement l'école;

3° fréquenter l'enseignement primaire pendant huit années, auquel cas il peut, au cours de la huitième année, être admis en sixième année.

§ 5. Les personnes investies de la puissance parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire, satisfont à leurs obligations en matière de scolarité obligatoire lorsqu'elles font suivre au mineur soumis à l'obligation scolaire l'enseignement spécial dispensé conformément à la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial.

§ 6. Il peut également être satisfait à l'obligation scolaire par la dispensation d'un enseignement à domicile, pour autant que celui-ci réponde aux conditions à fixer par le Roi.

§ 7. Le mineur de nationalité étrangère qui immigré en même temps que les personnes investies de la puissance parentale ou qui assument sa garde en droit ou en fait, est soumis aux dispositions du présent article, à partir du soixantième jour après celui où les personnes susvisées ont été, selon le cas, inscrites au registre des étrangers ou au registre de population de la commune de leur résidence.

Art. 2. La formation peut être reconnue par le Roi comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire à temps partiel, sur avis conforme d'une commission instituée auprès de chaque Ministère de l'Éducation nationale et composée paritairement de représentants du Ministre de l'Éducation nationale, compétent et de représentants de l'Exécutif de la communauté intéressée.

Pour être reconnue, la formation doit répondre aux dispositions de l'article 1er, § 2, et comporter au moins 360 heures/année lorsqu'elle est suivie avant la fin de l'année scolaire de l'année au cours de laquelle le mineur soumis à l'obligation scolaire aura seize ans, et au moins 240 heures/année, lorsqu'elle est suivie entre le 1er juillet de l'année au cours de laquelle le mineur soumis à l'obligation scolaire atteint l'âge de seize ans et la fin de l'année scolaire de l'année où il atteint l'âge de dix-huit ans.

Art. 3. § 1er. Sauf le cas d'enseignement à domicile, les personnes investies de la puissance parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait, du mineur soumis à l'obligation scolaire, sont tenues de veiller à ce que, pendant la durée de l'obligation scolaire, celui-ci soit inscrit comme élève d'une école ou d'un établissement de formation et fréquente régulièrement cette école ou cet établissement.

Le Roi fixe les motifs d'absence qui peuvent être admis comme valables.

§ 2. Le Roi règle le contrôle de l'inscription des mineurs soumis à l'obligation scolaire.

§ 3. Les chefs d'école ou d'établissement et les inspections compétentes de l'État contrôlent la régularité de la fréquentation scolaire.

Le Roi fixe l'organisation de ces contrôles.

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° onderwijs met beperkt leerplan, het onderwijs dat minder weken per jaar of lestijden per week omvat dan bepaald voor het onderwijs met volledig leerplan;

2° vorming, al de vormen van opleiding, bedoeld in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.

§ 2. Het onderwijs en de vorming die aan de leerplichtige worden verstrekt, moeten bijdragen tot diens opvoeding alsmede tot diens voorbereiding tot de uitoefening van een beroep.

§ 3. De minderjarige die het secundair onderwijs met volledig leerplan met vrucht heeft beëindigd is niet meer onderworpen aan de leerplicht.

§ 4. In afwijking van het bepaalde in § 1, kan de leerplichtige, na advies van het schoolhoofd en van het bevoegde psycho-medisch-sociaal centrum :

1° het eerste leerjaar van het lager onderwijs volgen vanaf de leeftijd van vijf jaar;

2° het eerste jaar van de leerplicht in het kleuteronderwijs doorbrengen, in welk geval hij verplicht is geregeld school te lopen;

3° acht jaar in het lager onderwijs doorbrengen, in welk geval hij gedurende het achtste jaar tot het zesde leerjaar kan toegelaten worden.

§ 5. De personen die de ouderlijke macht uitoefenen, of de leerplichtige in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, voldoen aan hun verplichtingen inzake leerplicht wanneer zij de leerplichtige het buitengewoon onderwijs, verstrekt overeenkomstig de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs, geregeld laten volgen.

§ 6. Aan de leerplicht kan eveneens worden voldaan door het verstrekken van huisonderwijs, mits het beantwoordt aan de door de Koning te bepalen voorwaarden.

§ 7. Voor de minderjarige van vreemde nationaliteit die immigréert samen met de personen die de ouderlijke macht uitoefenen, of hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, gelden de bepalingen van dit artikel vanaf de zestigste dag na die waarop voornoemde personen werden ingeschreven in het vreemdelingen- of in het bevolkingsregister van de gemeente van hun verblijfplaats, al naar het geval.

Art. 2. De vorming kan voor de vervulling van de deeltijdse leerplicht door de Koning worden erkend op eensluidend advies van een commissie die bij elk onderwijsministerie wordt opgericht en paritair is samengesteld uit vertegenwoordigers van de bevoegde Minister van Onderwijs en van vertegenwoordigers van de betrokken Gemeenschapsexecutieve.

Om voor erkenning in aanmerking te komen, moet de vorming beantwoorden aan het bepaalde in artikel 1, § 2, en ten minste 360 jaaruren omvatten wanneer zij gevolgd wordt vóór het einde van het schooljaar van het jaar waarin de leerplichtige zestien jaar wordt, en ten minste 240 jaaruren, wanneer zij gevolgd wordt tussen 1 juli van het jaar waarin de leerplichtige de leeftijd van zestien jaar bereikt en het einde van het schooljaar van het jaar waarin hij de leeftijd van achttien jaar bereikt.

Art. 3. § 1. Behoudens in geval van huisonderwijs, zijn de personen die de ouderlijke macht uitoefenen of de leerplichtige in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, verplicht ervoor te zorgen dat deze voor de duur van de leerplicht als leerling van een school of vormingsinstelling is ingeschreven en die school of instelling geregeld bezoekt.

De Koning bepaalt de redenen van afwezigheid die als geldig aanvaard kunnen worden.

§ 2. De Koning regelt de controle op de inschrijving van de leerplichtigen.

§ 3. De hoofden van de scholen of instellingen en de bevoegde rijksinspecties oefenen de controle uit op het geregeld schoolbezoek.

De Koning bepaalt de regelen betreffende die controle.

Art. 4. Il est interdit à toute école maternelle ou primaire ordinaire, soumise au régime des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957, d'accepter sans raison valable, après la dernière heure de cours du trentième jour de l'année scolaire, un élève qui était régulièrement inscrit dans une autre école maternelle ou primaire ordinaire ou dans une autre implantation d'une telle école bénéficiant du comptage séparé.

Le Ministre de l'Education nationale apprécie la validité des raisons invoquées. Il peut fixer un certain nombre de règles qui fondent cette appréciation et en confier l'application aux services qu'il désigne.

Art. 5. § 1er. Le tribunal de police connaît, sur réquisition du ministère public, des infractions aux obligations imposées par les articles 1er, 2 et 3 de la présente loi ou en vertu de ceux-ci, commises par les personnes investies de la puissance parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire.

Ces infractions sont punissables d'une amende de 1 à 25 francs pour chaque mineur dans le chef duquel l'infraction est constatée.

En cas de récidive, les amendes peuvent être doublées ou une peine d'emprisonnement d'un jour à un mois peut être prononcée.

Pour qu'il y ait récidive, il suffit que la personne poursuivie ait déjà été condamnée une fois au moins au cours des deux années précédentes, en vertu d'une disposition de la présente loi, pour les absences du même mineur.

§ 2. Les dispositions du livre premier du Code pénal, excepté le chapitre V mais en ce compris le chapitre VII, sont d'application pour les infractions réprimées par la présente loi.

§ 3. L'exécution du jugement qu'il s'agisse d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement, peut toutefois être différé pour un terme de six mois à compter à partir de la date du jugement.

L'octroi de ce délai doit permettre de constater que l'obligation légale est respectée au cours de cette période. La condamnation sera réputée nulle et non avenue lorsque, au cours de ce délai, le condamné respecte la législation sur l'obligation scolaire.

§ 4. En cas d'infractions aux obligations imposées par la présente loi, commises par les personnes investies de la puissance parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire, le Ministre public peut saisir le tribunal de la jeunesse qui peut ordonner des mesures à l'égard des parents, prévues par la loi du 8 avril 1965, relative à la protection de la jeunesse.

§ 5. Le présent article ne porte pas préjudice à la procédure prévue par la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial.

CHAPITRE II. — Disposition modificatives et complémentaires

Art. 6. Un certificat d'études de base est délivré aux élèves qui ont achevé avec fruit l'enseignement primaire, ordinaire, ou spécial.

Le même certificat est délivré aux élèves qui sans avoir terminé avec fruit l'enseignement primaire, ont suivi avec fruit la première année de l'enseignement secondaire.

Le Roi peut déterminer la forme et les règles de délivrance de ce certificat.

Art. 7. Le Roi détermine les certificats d'études et leur éventuelle équivalence avec d'autres diplômes ou certificats, délivrés après :

- les premier, deuxième et troisième degrés et les cycles inférieur et supérieur de l'enseignement secondaire professionnel;
- certaines formes d'enseignement à horaire réduit.

Art. 8. L'article 12, troisième alinéa, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions en matière de législation scolaire, modifié par la loi du 14 juillet 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement primaire et pour les élèves de l'enseignement secondaire, soumis à l'obligation scolaire à temps plein, les manuels et les fournitures scolaires sont distribués gratuitement.

Art. 4. Het is aan elke gewone kleuter- of lagere school, die onderworpen is aan het stelsel van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, verboden, zonder geldige reden, na verloop van het laatste lesuur van de dertigste dag van het schooljaar, een leerling te aanvaarden die in een gewone kleuter- of lagere school of in een wijkafdeling met afzonderlijke telling geldig was ingeschreven.

De Minister van Onderwijs beoordeelt de geldigheid van de ingeroepen redenen. Hij kan een aantal regelen voor deze beoordeling bepalen en de toepassing ervan overlaten aan de diensten die hij aanwijst.

Art. 5. § 1. De politierechtbank neemt kennis, op vordering van het openbaar ministerie, van de inbreuken op de verplichtingen opgelegd bij of krachtens de artikelen 1, 2 en 3 van deze wet die werden gepleegd door personen die de ouderlijke macht uitoefenen of in rechte of in feite de leerplichtige onder hun bewaring hebben.

Deze inbreuken worden gestraft met een geldboete van 1 tot 25 frank voor elke minderjarige waarvoor een inbreuk wordt vastgesteld.

Bij herhaling kunnen de geldboeten worden verdubbeld of kan een gevangenisstraf van één dag tot één maand worden uitgesproken.

Opdat er herhaling zij, volstaat het dat de vervolgdde persoon in de twee vorige jaren reeds tenminste éénmaal werd veroordeeld krachtens een bepaling van deze wet, voor afwezigheden van dezelfde minderjarige.

§ 2. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek uitgezonderd hoofdstuk IV maar met inbegrip van hoofdstuk VII zijn van toepassing op de bij deze wet bepaalde overtredingen.

§ 3. De tenuitvoerlegging van het vonnis ter verwijzing in een geldboete of een gevangenisstraf, kan echter worden uitgesteld over een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van het vonnis.

Het toekennen van dit uitstel moet mogelijk maken vast te stellen dat de wettelijke verplichting werd nageleefd in die periode. De veroordeling wordt als niet bestaande beschouwd, zo de veroordeelde tijdens die periode de wetgeving op de leerplicht naleeft.

§ 4. Het openbaar ministerie kan inbreuken op de verplichtingen van deze wet die werden begaan door de personen die de ouderlijke macht uitoefenen of in rechte of in feite de leerplichtige onder hun bewaring hebben voorleggen aan de jeugdrechtbank, die maatregelen kan bevelen ten aanzien van de ouders, zoals voorzien in de wet van 8 april 1965 op de jeugdbescherming.

§ 5. Dit artikel doet geen afbreuk aan de procedure voorzien in de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs.

HOOFDSTUK II. — Aanvullende en wijzigingsbepalingen

Art. 6. Aan de leerlingen die het gewoon of buitengewoon lager onderwijs met vrucht voltooien wordt een bewijs van basisonderwijs uitgereikt.

Hetzelfde bewijs wordt uitgereikt aan leerlingen die het lager onderwijs niet maar het eerste jaar van het secundair onderwijs wel met vrucht hebben beëindigd.

Art. 7. De Koning kan de studiebewijzen en hun eventuele gelijkwaardigheid met andere diploma's of getuigschriften bepalen, uitgereikt na :

- de eerste, de tweede en de derde graad en de lagere en hogere cyclus van het secundair beroepsonderwijs;
- bepaalde vormen van onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 8. Artikel 12, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1975, wordt vervangen door volgende bepaling :

« In het kleuter- en lager onderwijs en voor de voltijds leerplichtige leerlingen van het secundair onderwijs worden leerboeken en schoolbehoeften kosteloos verstrekt.

» L'Etat prend en charge le coût résultant de la gratuité des manuels scolaires et des fournitures scolaires, pour les élèves des écoles maternelles et primaires subventionnées, et pour les élèves de l'enseignement secondaire subventionné de plein exercice, soumis à l'obligation scolaire à temps plein.

» Pour l'enseignement maternel et primaire, le Roi détermine, annuellement et forfaitairement, le montant de la subvention de l'Etat en tenant compte du niveau d'enseignement et de l'évolution du coût de la vie.

» Pour les élèves de l'enseignement secondaire soumis à l'obligation scolaire à temps plein, le Roi fixe annuellement et forfaitairement le montant de l'intervention de l'Etat en tenant compte du genre d'études et de l'évolution du coût de la vie.

» Les sommes sont versées sur base des relevés certifiés sincères et véritables, par le membre compétent du service de vérification.

Art. 9. L'article 14 de la loi du 6 juillet 1970 relative à l'enseignement spécial est remplacé par le texte suivant :

« Art. 14. Les manuels scolaires et les fournitures scolaires sont distribués gratuitement dans l'enseignement spécial.

» L'Etat prend en charge le coût financier résultant de la gratuité des manuels scolaires et des fournitures scolaires pour les élèves de l'enseignement spécial subventionné.

» Le Roi fixe chaque année et forfaitairement le montant de l'intervention de l'Etat en tenant compte du niveau d'enseignement et de l'évolution du coût de la vie.

» Les sommes sont versées sur base des relevés certifiés sincères et véritables par le membre compétent du service de vérification.

Art. 10. § 1er. L'article 6 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Il est interdit de faire travailler des mineurs encore soumis à l'obligation scolaire à temps plein, ou de leur faire exercer un travail sortant du cadre de leur éducation ou de leur formation. »

§ 2. Le titre VI : « Le contrat d'occupation d'étudiants » de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est complété par un article 130bis libellé comme suit :

« Art. 130bis. Le Roi détermine les conditions et les modalités selon lesquelles des mineurs de quinze ans et plus peuvent conclure des contrats d'occupation d'étudiants. »

Art. 11. L'article 6 de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le contrat de travail du sportif rémunéré ne peut être conclu valablement, et au plus tôt, que lorsque le sportif a accompli entièrement sa scolarité obligatoire à temps plein.

» Après avis de la Commission paritaire nationale des Sports, le Roi peut, pour la pratique de certaines disciplines sportives, fixer une limite d'âge supérieure à celle qui marque la fin de la scolarité obligatoire à temps plein. »

Art. 12. L'article 19, premier alinéa, 2°, de la loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime, est modifié comme suit :

« 2° l'âge auquel il a satisfait à l'obligation scolaire à temps plein pour tout autre service à bord. »

Art. 13. § 1er. L'article 2, premier alinéa, de la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de la présente loi, on entend par apprenti-mousse les mineurs qui ont satisfait à l'obligation scolaire à temps plein et qui ont dix-huit ans au maximum. »

§ 2. L'article 2, troisième alinéa, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« A défaut d'adolescents remplissant les conditions fixées à l'alinéa précédent, l'enrôlement devra se faire parmi les mineurs qui satisfont aux conditions d'âge fixées au premier alinéa de cet article. »

Art. 14. § 1er. Dans l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements, ainsi que certains emplois

» De l'Etat prend en charge le coût résultant de la gratuité des manuels scolaires et des fournitures scolaires, pour les élèves des écoles maternelles et primaires subventionnées, et pour les élèves de l'enseignement secondaire subventionné de plein exercice, soumis à l'obligation scolaire à temps plein.

» Pour l'enseignement maternel et primaire, le Roi détermine, annuellement et forfaitairement, le montant de la subvention de l'Etat en tenant compte du niveau d'enseignement et de l'évolution du coût de la vie.

» Pour les élèves de l'enseignement secondaire soumis à l'obligation scolaire à temps plein, le Roi fixe annuellement et forfaitairement le montant de l'intervention de l'Etat en tenant compte du genre d'études et de l'évolution du coût de la vie.

» Les sommes sont versées sur base des relevés certifiés sincères et véritables, par le membre compétent du service de vérification.

Art. 9. Artikel 14 van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 14. In het buitengewoon onderwijs worden leerboeken en schoolbehoeften kosteloos verstrekt.

» De Staat draagt de financiële last verbonden aan het kosteloos verstrekken van de leerboeken en schoolbehoeften aan leerlingen van het gesubsidieerd buitengewoon onderwijs.

» De Koning bepaalt jaarlijks en forfaitair het bedrag van de bijdrage van de Staat, rekening houdend met het niveau van het onderwijs en de evolutie van de levensduurte.

» De bedragen worden uitgekeerd op basis van de door het bevoegd lid van de verificatiedienst voor echt verklaarde staten. »

Art. 10. § 1. Artikel 6 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 6. Het is verboden minderjarigen die nog onderworpen zijn aan de voltijdse leerplicht arbeid te doen verrichten of enige werkzaamheid buiten het kader van hun opvoeding of vorming te doen uitvoeren. »

§ 2. Aan de titel VI : « De overeenkomst voor tewerkstelling van studenten » van de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978, wordt een artikel 130bis toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 130bis. De Koning bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten waaronder minderjarigen van vijftien jaar en méér, overeenkomsten voor de tewerkstelling van studenten kunnen sluiten. »

Art. 11. Artikel 6 van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 6. De arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars kan slechts, en ten vroegste, geldig aangegaan worden vanaf het einde van de voltijdse leerplicht.

» Na advies van het Nationaal Paritair Comité voor de Sport kan de Koning voor de uitoefening van bepaalde sporttakken een hogere leeftijd vaststellen dan onmiddellijk na het beëindigen van de voltijdse leerplicht. »

Art. 12. Artikel 19, eerste lid, 2°, van de wet van 5 juni 1928 houdende regeling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst, wordt als volgt gewijzigd :

« 2° voldaan heeft aan de voltijdse leerplicht voor enige andere dienst aan boord. »

Art. 13. § 1. Artikel 2, eerste lid, van de wet van 23 september 1931 op de aanwerving van het personeel der zeevisserij wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Voor de toepassing van deze wet wordt onder scheepsleerjongen verstaan, de minderjarige die voldaan heeft aan de voltijdse leerplicht en die ten hoogste achttien jaar oud is. »

§ 2. Artikel 2, derde lid, van dezelfde wet, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Bij ontstentenis van jongelingen die de voorwaarden, gesteld in vorig lid vervullen, zal die aanmonstering geschieden onder de minderjarigen die voldoen aan de leeftijdsvoorwaarden bepaald in het eerste lid van dit artikel. »

Art. 14. § 1. In het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en

du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et II, les articles 4, § 1, a, premier, deuxième et troisième titres, et 10, 1, a, premier et deuxième tirets, sont complétés par les mots : « sauf pour une première création dans un centre d'enseignement ».

§ 2. Dans le même arrêté royal un article 24bis est inséré libellé comme suit :

« Art. 24bis. Les établissements d'enseignement secondaire peuvent utiliser librement après consultation du personnel enseignant, le nombre d'heures/professeurs résultant de l'application du présent arrêté aux élèves de la première année B et de l'enseignement secondaire professionnel pour l'ensemble de ces années d'études. A cette fin ils sont tenus de prouver :

— qu'ils désignent par classe ou par groupe d'élèves du premier degré cinq professeurs au maximum pour l'ensemble des cours généraux, des cours techniques et de pratique professionnelle;

— qu'ils adaptent d'horaire afin de permettre une intégration maximale des différents cours théoriques et pratiques.

» Dans ce cas, deux périodes hebdomadaires par classe doivent être réservées au recyclage des professeurs, dont une heure au maximum par professeur, dans l'année d'études où, pour la première fois, le nombre d'heures/professeurs est utilisé librement. En outre, à partir de l'année scolaire où le nombre d'heures/professeurs est utilisé librement dans un degré, deux périodes hebdomadaires par degré sont consacrées à la guidance pédagogique interne. »

CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires

Art. 15. § 1er. Les articles 1, 3 à 6, 11 et 69, § 1er, des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957 et l'article 36, 5°, de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse, sont abrogés.

§ 2. Les articles 8, 9 et 12 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957 sont abrogés à partir de la mise en vigueur de l'arrêté royal, visé à l'article 3, § 2, de la présente loi.

§ 3. L'article 10 des lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957, est abrogé à partir de la mise en vigueur de l'arrêté royal, visé à l'article 3, § 3, deuxième alinéa, de la présente loi.

CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 16. A l'exception :

1° de la nouvelle disposition fixée par l'article 8 en remplacement de l'article 12, troisième alinéa, de la loi du 29 mai 1959 et dont la date d'entrée en vigueur sera déterminée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres;

2° des avis visés à l'article 1er, § 4, qui sont requis à partir de l'année scolaire 1984-1985, la présente loi entre en vigueur le 1er septembre 1983. Cependant :

1° les mineurs qui sont nés avant le 1er janvier 1968 ou qui ont déjà quitté l'école en 1982-1983, ne sont pas soumis aux dispositions de la présente loi;

2° les mineurs qui sont nés en 1968 et qui n'ont pas encore quitté l'école en 1982-1983 sont soumis aux dispositions de la présente loi jusqu'au moment où ils auront terminé au moins deux années d'enseignement secondaire de plein exercice;

3° les mineurs qui sont nés en 1969 sont soumis aux dispositions de la présente loi, jusqu'à la fin de l'année scolaire qui se termine au cours de l'année pendant laquelle ils atteignent l'âge de dix-sept ans, à moins que l'entrée en vigueur de cette disposition soit remise au 1er septembre 1985 par un arrêté royal, délibéré en Conseil des Ministres.

bepaalde personeelsbetrokkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en II, worden de artikelen 4, § 1, a, eerste, tweede en derde gedachtenstreepje, en 10, § 1, a, eerste en tweede gedachtenstreepje, aangevuld met de woorden : « behalve voor een eerste oprichting binnen de scholengemeenschap ».

§ 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 24bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 24bis. De inrichtingen voor secundair onderwijs kunnen het aantal uren/leerkracht, dat het resultaat is van de toepassing van dit besluit op de leerlingen van het eerste leerjaar B en het beroepssecundair onderwijs voor het geheel van die jaren vrij aanwenden, echter na raadpleging van het onderwijzend personeel. Hiertoe moeten zij het bewijs leveren dat :

— zij in de eerste graad per klas of leerlingengroep ten hoogste vijf leerkrachten aanstellen voor het geheel van de algemene vakken, de technische vakken en de beroepspraktijk;

— zij in hun lesrooster een maximale integratie bewerkstelligen van de verschillende theoretische en praktische vakken.

» In dit geval moeten in het leerjaar waarin deze vrije aanwending van uren/leerkracht voor het eerst wordt toegepast per klas echter twee wekelijkse lestijden worden voorbehouden voor bijscholing van de leerkrachten van dat leerjaar, met een maximum van één lesuur per leerkracht. Daarenboven moeten twee wekelijkse lestijden per graad besteed worden aan interne pedagogische begeleiding, vanaf het schooljaar dat de vrije aanwending van de uren/leerkracht in de graad wordt ingevoerd. »

HOOFDSTUK III. — Opheffingsbepalingen

Art. 15. § 1. De artikelen 1, 3 tot 6, 11 en 69, § 1, van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957 en artikel 36, 5°, van de wet van 8 april 1965 op de jeugdbescherming, worden opgeheven.

§ 2. De artikelen 8, 9 en 12 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, worden opgeheven, met ingang van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit, bedoeld in artikel 3, § 2, van deze wet.

§ 3. Artikel 10 van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, wordt opgeheven met ingang van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit, bedoeld in artikel 3, § 3, tweede lid, van deze wet.

HOOFDSTUK IV. — Inwerkingtreding

Art. 16. Met uitzondering van :

1° de nieuwe bepaling die door artikel 8 is vastgesteld ter vervanging van artikel 12, derde lid, van de wet van 29 mei 1959, en waarvan de datum van inwerkingtreding, door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, wordt bepaald;

2° de adviezen, bedoeld in artikel 1, § 4, die met ingang van het schooljaar 1984-1985 zijn vereist, treedt deze wet in werking op 1 september 1983. Evenwel :

1° zijn de minderjarigen die geboren zijn vóór 1 januari 1968, of die in het schooljaar 1982-1983 de school reeds verlaten hebben, niet onderworpen aan de bepalingen van deze wet;

2° zijn de minderjarigen die geboren zijn in het jaar 1968 en in het schooljaar 1982-1983 de school nog niet hebben verlaten, onderworpen aan de bepalingen van deze wet, tot ze ten minste twee jaren secundair onderwijs met volledig leerplan hebben beëindigd;

3° zijn aan de minderjarigen die geboren zijn in het jaar 1969 onderworpen aan de bepalingen van deze wet, tot het einde van het schooljaar, dat eindigt in het jaar waarin ze de leeftijd van zeventien jaar bereiken, tenzij de inwerkingtreding van deze bepaling bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit verdaagd tot 1 september 1985.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1983.

BAUDOQUIN

Par le Roi :
Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice
et des Réformes institutionnelles,

J. GOL

Le Ministre des Communications et des Postes,
Télégraphes et Téléphones,

H. DE CROO

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

Le Ministre de l'Education nationale,

D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,

A. BERTOUILLE

Vue et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 83 — 1132

Acte constitutif de l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et Annexes, fait à Vienne le 8 avril 1979 (1)
Ratification et approbation

Dépôt de l'instrument de ratification de Chypre : le 28 avril 1983
(entrée en vigueur : le 28 avril 1983).

Dépôt de l'instrument d'approbation du Viet-Nam : le 6 mai 1983
(entrée en vigueur : le 6 mai 1983).

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 83 — 1133

27 JUNI 1983. — Arrêté ministériel fixant les indemnités de voyage prévues au règlement général sur les frais de justice en matière répressive

Le Ministre de la Justice,

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1950, portant règlement sur les frais de justice en matière répressive, notamment les articles 3, 8, 21, 26, 32, 47 et 55

Vu l'avis de la Commission des frais de justice répressive;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 17 juin 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

(1) Voir *Moniteur belge* des 25 février 1982 et 11 juin 1983.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 juni 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie
en Institutionele Hervormingen,

J. GOL

De Minister van Verkeeswezen en Posterijen,
Telegrafie en Telefonie,

H. DE CROO

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

De Minister van Onderwijs,

D. COENS

De Minister van Onderwijs,

A. BERTOUILLE

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

J. GOL

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 83 — 1132

Statuut van de organisatie der Verenigde Naties voor industriële ontwikkeling, en Bijlagen, opgemaakt te Wenen op 8 april 1979 (1)
Bekrachtiging en goedkeuring

Neerlegging van de bekrachtigingsoorkonde van Cyprus :
28 april 1983 (inwerkingtreding : 28 april 1983).

Neerlegging van de goedkeuringsoorkonde van Vietnam :
6 mei 1983 (inwerkingtreding : 6 mei 1983).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 83 — 1133

27 JUNI 1983. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de reisvergoedingen bepaald in het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken

De Minister van Justitie,

Gelet op het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken vastgesteld bij koninklijk besluit van 28 december 1950, inzonderheid op de artikelen 3, 8, 21, 26, 32, 47 en 55;

Gelet op het advies van de Commissie voor de gerechtskosten in strafzaken;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 25 februari 1982 en 11 juni 1983.